



BIBLIOTHEQUE DE
DOCUMENTATION
INTERNATIONALE
CONTEMPORAINE
MUSEE D'HISTOIRE
CONTEMPORAINE

JOURNAL & DE LA BDIC

LA BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE & SES LECTEURS ► N° 21 - SEPTEMBRE 2008

L'Histoire au musée

Sommaire

1. Éditorial
2. Les années 68
au-delà des mythes
L'émigration russe
en France (1919-2000)
3. Le mois du film
documentaire 2008
4. *Conditions & Politics
in Occupied Western
Europe, 1940-1945*
5. Colloque : Le Moyen-
Orient, une passion
française ?
6. Des femmes contre
le pouvoir militaire en
Israël et en Palestine
10. Expositions hors
les murs
12. Une traversée
photographique
du XX^e siècle

Avec son rapport *Pour la création d'un centre de recherche et de collections permanentes dédié à l'histoire civile et militaire de la France* et son projet de « Maison de l'Histoire de France » qui serait située dans l'Hôtel national des Invalides, le conservateur du Patrimoine, Hervé Lemoine, a eu le mérite d'attirer l'attention sur les musées d'histoire. Les mémoriaux, tels celui de Caen pour la Seconde Guerre mondiale ou l'Historial de Péronne pour la Grande Guerre, bénéficient d'une audience de plus en plus large. « Transmettre sur un mode sensible une histoire faite d'émotions, capable de venir prendre le visiteur là où la mémoire familiale et l'histoire scolaire l'ont laissé »¹ correspond en effet à une demande sociétale. Mais qu'en est-il des vrais musées d'histoire, dont les fonds, parfois très riches, sont souvent peu connus ?

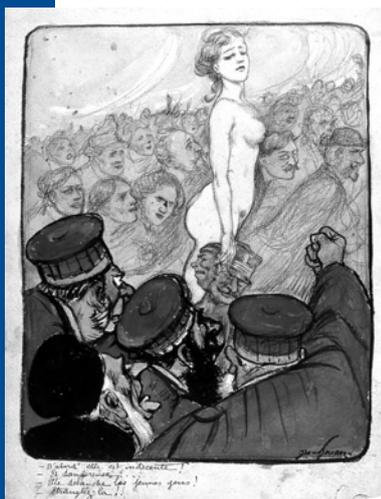
C'est le cas du Musée d'histoire contemporaine, département iconographique de la BDIC. Le MHC c'est : 200 000 affiches, 50 000 dessins, estampes, peintures, plusieurs milliers d'objets et plus d'un million de photographies. Les œuvres d'affichistes célèbres (Grandjouan) y côtoient celles de peintres cubistes (Léger, Laboureur), comme de photographes prestigieux (Thérèse Bonney). Faute de pouvoir exposer ces œuvres de manière permanente, le MHC ne les dévoile qu'au fur et à mesure de ses expositions temporaires. Ainsi, en 2007, des objets fabriqués dans les tranchées et les camps de prisonniers, objets modestes et de peu de valeur marchande, mais trace émouvante et significative de la vie des soldats pendant les deux conflits mondiaux, ont pu être exposés dans le cadre de l'exposition *Amours, guerres et sexualité, 1914-1945*.

Les choses cependant évoluent : tant l'ouverture de la base de données « Archives et images » que la numérisation des originaux, des photos et des affiches ont permis la valorisation du MHC en France et à l'étranger. De plus en plus de peintures et d'affiches sont prêtées à d'autres musées, de plus en plus de chercheurs viennent y travailler sur la photographie de guerre et nous sommes de plus en plus sollicités pour fournir de l'iconographie à des vidéastes et des documentalistes de l'édition (le MHC a ainsi fourni la majorité des documents photographiques présentés au Centre d'interprétation 14-18 de Suippes, dans la Marne, conçu avec l'appui du CRID²).

D'autant que le fonds du MHC n'est pas limité aux guerres. Si le marché de l'art actuel ne nous permet pas d'achats grandioses, en revanche, grâce à une politique active de développement des

collections, nous avons pu acquérir des peintures qui comptent (Erro) et développer certains secteurs comme le dessin de presse. Le don récent de l'œuvre du peintre catalano-argentin, Nicolas Rubió, et la pratique d'échanges des doubles d'affiches en attestent. Une salle d'exposition permanente, des locaux décents pour stocker les œuvres et des espaces de consultation commodes ne devraient pas rester ce rêve que la BDIC ne cesse de poursuivre depuis des décennies : le MHC mérite un cadre et des moyens dignes de ses collections.

C'est sur sa mission et sur celle du musée d'histoire en général que la BDIC ouvrira son cycle de conférences en 2009.



Jules Grandjouan,
La pensée libre,
1905 (Collection
BDIC-MHC).

Irène Paillard

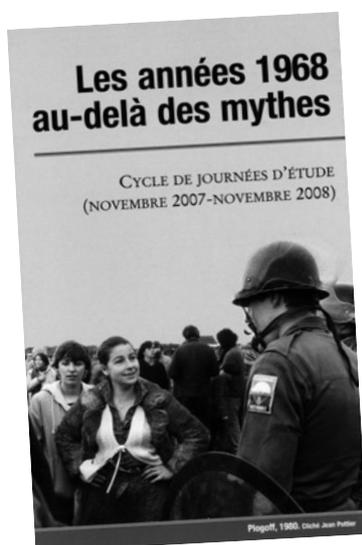
¹ Sophie Wahnich, « Les musées d'histoire du XX^e siècle en Europe », *Études*, n° 7-8, 2005, tome 403, p. 29-41.

² Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918.

Les années 68 au-delà des mythes, suite

Depuis le début de l'année plus de 150 ouvrages ont été publiés sur les années 68, et des dizaines de colloques, séminaires, débats, rencontres et projections de films organisés à Paris et en régions (cf. le site du CODHOS, www.mai-68.fr).

Cette folie commémorative du printemps dernier désormais calmée, il est toujours temps de poursuivre le cycle de journées d'étude entamé dès l'automne 2007, fruit d'une collaboration entre la BDIC et les universités d'Évry, Reims, Bourgogne, Paris-1 et Paris-8. Quatre colloques ont déjà été organisés, consacrés tour à tour aux films



de et sur 68, aux mouvements étudiants de ces années-là, à la dimension internationale des événements de cette période ou à leurs aspects plus particulièrement sociaux et politiques.

Trois autres journées d'étude sont prévues :

- 26 et 27 septembre à Lyon (Institut des sciences de l'homme) : *Mutations du genre dans les années 68.*

- 23 et 24 octobre à l'université de Paris-8 : *1968, entre libération et libéralisation.*

- 20 et 21 novembre à l'université de Bourgogne : *Les sciences sociales et 68.*

Ainsi se terminera une année de débats collectifs fondés sur le souhait initial de « poursuivre les travaux universitaires qui depuis une vingtaine d'années se sont efforcés de sortir de la gangue journalistique pour analyser l'événement » (extrait de l'appel initial à communications). Et il sera peut-être temps, alors, de jeter un regard rétrospectif sur l'ensemble des manifestations de ce quarantième anniversaire, pour en analyser les caractéristiques, et en mesurer l'éventuelle originalité.

Programme sur le site de la BDIC : http://www.bdic.fr/pdf/Annees_68_Colloques_Depliant.pdf

Matériaux pour l'histoire de notre temps, revue de la BDIC et de l'association des amis de la BDIC

Dernier numéro :

Écritures filmiques du passé : archives, témoignages, montages, n° 89-90, janvier-juin 2008.

BDIC – Librairie
6, Allée de l'Université
92001 Nanterre Cedex

Contact : marcelle.denhez@bdic.fr
Tél. : 01 40 97 79 02
Fax : 01 47 21 40 22



Directrice de la publication :
Geneviève Dreyfus-Armand

Rédactrice en chef : Anne-Marie Pavillard

Ont collaboré à ce numéro :
Carole Ajam, Thérèse Blondet-Bisch, Sonia Combe, Tatiana Gladkova, Camille Jove, Jean-Claude Mouton, Rosa Olmos, Irène Paillard, Elisabeth Sabatié, Cécile Tardy, Franck Veyron

Conception graphique : design
Impression : Imprimerie V. Suin

ISSN 1295-9154

BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE
6, allée de l'Université
92001 Nanterre Cedex
(la BDIC est sur le campus de l'Université de Paris-X Nanterre)

MUSÉE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BDIC
Hôtel national des Invalides
129, rue de Grenelle 75007 Paris

Internet : <http://www.bdic.fr>
Email : courrier@bdic.fr

L'émigration russe en France (1919-2000)

Après quatre années de préparation, le premier tome (A-K) du dictionnaire biographique *Российское зарубежье во Франции. 1919-2000. Биографический словарь (L'émigration russe en France)*, publié sous la direction de Lev Mnouknine, Marie Avril et Véronique Lossky, vient de paraître (les deux autres tomes paraîtront en 2009). Ce dictionnaire s'inscrit dans la suite logique de *L'émigration russe. Chronique de la vie scientifique, culturelle et sociale en France, 1919-1975* (Paris, Moscou, 1995-2002, 8 volumes). Y figurent les noms, non seulement de ceux qui ont quitté la Russie au cours du XX^e siècle, mais également des descendants d'émigrés nés en France qui n'ont pas perdu le lien avec leurs racines nationales et participent à la vie sociale et religieuse russe du pays. Le dictionnaire

compte plus de 15 000 notices classées par ordre alphabétique.

La recherche s'est effectuée à partir d'encyclopédies et de guides existants, de périodiques, d'archives (d'État, confessionnelles, associatives et privées).

Les auteurs se sont permis d'inclure les noms de personnes qui n'avaient pas vécu en France mais dont la vie, à certains moments, y avait été liée : ils avaient pu y faire leurs études, y avoir donné des spectacles, collaboré avec des journaux et des maisons d'édition, être membres d'honneur d'associations françaises, posséder des titres et des récompenses pour services rendus à la France. À titre d'exception et de façon très sélective, ils ont inclus des personnes d'origine française ou autre, ayant eu un lien de longues années durant avec la vie de la diaspora russe (Paul

Anderson, Lev Gillet, etc.). Les auteurs se sont efforcés de respecter un cadre unique dans la structure des notices. Cependant il n'a pas toujours été possible de conserver une unité de style, la source pouvant être écrite ou orale, et les proches ou les personnes elles-mêmes acceptant ou refusant d'ajouter tel ou tel renseignement.

Au cours de ce travail des problèmes d'ordre général pour ce type d'éditions sont apparus. L'un d'eux concerne la nationalité des personnes. En effet, la diaspora multinationale réunissait les ressortissants de tous les confins de l'ancien empire russe et plus tard de l'Union soviétique (de la Pologne à la Transcaucasie et à l'Asie centrale). Dans ces cas, à l'instar de la majorité des guides édités à l'étranger, il a été indiqué comme lieu de naissance « Russie ».

Cote : F 12364.



Les Murs

Des murs se dressent, laissant des traces visibles de séparation et de rupture dans l'histoire des pays. D'autres sont parfois des lieux de rencontre et d'expression.

En Amérique du nord, en Afrique, au Proche-Orient, en Asie, en Irlande, à Chypre ou en Allemagne, rares sont ces murs qui représentent la liberté, rares sont les murs qui finissent par tomber.

À la veille de la commémoration de la chute du Mur de Berlin, la BDIC propose un parcours inter-continental, à vol d'oiseau, pour observer quelques murs érigés par l'homme et l'histoire des hommes derrière les deux façades et au-delà de ces murs.

La BDIC et la Mission cinéma de l'Hôtel de Ville de Paris

Comme les années précédentes, plusieurs projections sont organisées avec le concours de la Ville de Paris. Réalisateurs et historiens seront au rendez-vous pour nos débats de rencontre avec l'histoire.

Programmation à la carte au Service audiovisuel

Projections dans la salle de réunion de la BDIC du 24 au 27 novembre à 12 h 30.

Quelques titres :

Au-delà du mur de Marie-France Barrier

D'un mur à l'autre de Patrick Jean

De Yalta au mur de Berlin, CNDP

Dragons teeth de Tom Collins

Le Mur de Johan Van der Keuken

Le Mur de Yann Corbon

Le Mur de Nanterre – le grand frère de Sabar Kabouchi

Les derniers murs de N'Debele de Catherine Monfajon et Frédéric Tonolli

Les Murs d'une révolution de Jean-Paul Dekiss

Les Murs ont des visages de Bijan Anquetil et Paul Costes

Melilla, antichambre de l'Europe de Pascal Gaudin

Melilla, l'Europe au pied du mur de Arlette Girardot

Mois du film documentaire 2008

Projections à l'Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris

5 rue Lobeau, 75004 Paris

► Lundi 3 novembre à 19 h

Soirée organisée en partenariat avec le Festival international du documentaire de Marseille (FidMarseille)

Bab Sebta (Prix Marseille Espérance 2008)

Frederico Lobo et Pedro Pinho

Portugal, 2008, 110 mn

La porte de Ceuta est le dernier barrage vers où convergent les migrants qui, venus de tout le continent africain, traversent le désert du Sahara pour arriver en Europe. Depuis les faubourgs de Tanger, à Oudja à la frontière avec l'Algérie ou à Nouadhibou au nord de la Mauritanie, hommes et femmes évoquent leurs rêves. Ils attendent, ils ont l'espoir mais aussi l'angoisse d'un échec presque assuré.

► Mardi 4 novembre à 19 h

Chypre outragée

Serge Poljinsky

France, 2001, 70 mn

Débat en présence du réalisateur

Chypre devient un État indépendant le 16 août 1960. Le 20 juillet 1974, la Turquie envahit Chypre et occupe 38 % du pays. Après la chute du Mur de Berlin en 1989, Nicosie reste la seule capitale en Europe divisée en deux zones étanches gardées militairement.

La Turquie n'a pas les moyens d'investir dans le développement de la zone occupée, au nord, et la présence militaire coûte cher. La République de Chypre, au sud, est entrée dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 et la question de la réunification de l'île se pose. Les exilés chypriotes, grecs et turcs, pourraient alors réintégrer leurs terres, leurs villages, vivre ensemble, quelles que soient les parties du pays qu'ils choisiraient.

► Mardi 18 novembre à 19 h

Tijuana

Vincent Martorana

France, 2008, 40 mn

Débat en présence du réalisateur

Tijuana est à la frontière du Mexique et des États-Unis. La ville est marquée par l'omniprésence de « la ligne » qui sépare deux mondes bien distincts. Une frontière qui attire des milliers de migrants qui songent au rêve américain. Une frontière qui n'arrête pas le passage de tous genres de trafics ni des hommes qui défient la mort pour une vie meilleure.

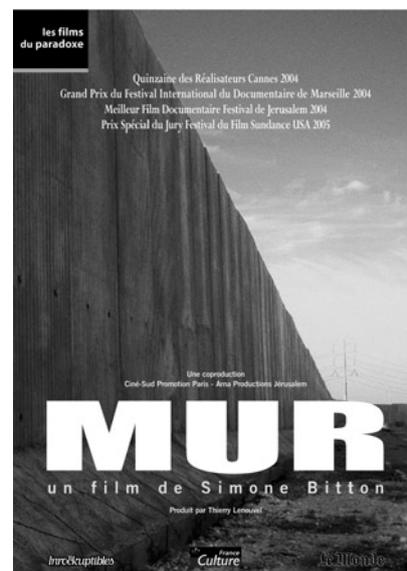
► Mercredi 19 novembre à 19 h

Mur

Simone Bitton

France/Israël, 2004, 100 mn

Mur est une méditation cinématographique personnelle sur le conflit israélo-palestinien, proposée par une réalisatrice qui brouille les pistes de la haine en affirmant sa double culture juive et arabe. Le film longe le tracé de séparation qui éventre l'un des paysages les plus chargés d'histoire du monde, emprisonnant les uns et enfermant les autres. Toute la beauté de cette terre et l'humanité de ses habitants sont offertes au spectateur comme un dernier cadeau, juste avant de disparaître derrière le Mur.



Contact : audiovisuel@bdic.fr

01 40 97 79 63 / 01 40 97 79 19

Conditions & Politics in Occupied Western Europe, 1940 - 1945

La BDIC vient de faire l'acquisition de cette bibliothèque numérique¹ qui donne accès à un large choix d'archives du Foreign Office² rédigées pendant la guerre.

Ce matériau, dont l'original est conservé sous la cote FO 371 aux Archives nationales de Grande-Bretagne, contient la quasi-totalité de l'information qui parvenait en Grande-Bretagne aussi bien depuis les pays occupés d'Europe occidentale que depuis l'Allemagne elle-même, lorsque les canaux diplomatiques classiques du temps de paix ont cessé d'exister.

Les documents dans leur contexte historique

En mai 1940, devant l'avancée rapide des troupes allemandes en Europe, Churchill demanda à ses chefs d'états-majors quelles étaient les chances de l'Angleterre de renverser la tendance en continuant seule le combat. Ils rédigèrent un rapport dont la conclusion soulignait l'enjeu capital des pays occupés pour les intérêts britanniques : « La seule méthode qui, en dehors des bombardements, pourrait amener l'effondrement de l'Allemagne consisterait à fomenter de plus en plus de révoltes au sein des territoires conquis. Les pays occupés devraient constituer un terrain propice à de telles opérations subversives, surtout lorsque la situation économique commence à se dégrader. Dans les circonstances présentes, nous considérons cette forme d'action comme étant de la plus haute importance. » C'est dans ce contexte que le 19 juillet 1940 est créé le Special Operations Executive (SOE)³, structure secrète qui recevra de Churchill la mission de « set Europe ablaze⁴ » par l'action et le renseignement.

Le Foreign Office, de son côté, se restructure en « Sections » et « Departments⁵ » qui sont le reflet d'un découpage par aires géographiques ou par questions spécifiques. Les « Departments » n'administrent rien, leur rôle est de rédiger les commentaires qui

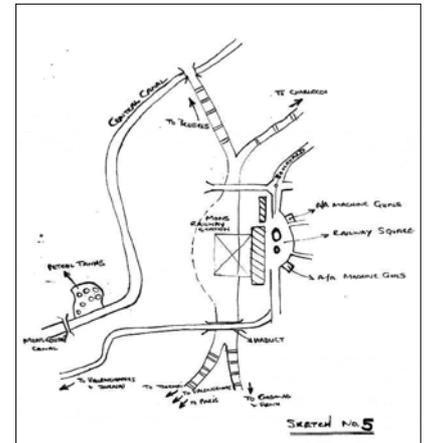
accompagnent les informations recueillies dans les pays occupés sur les conditions économiques et sociales, la Résistance, etc. Ces commentaires constituent des aides à la décision, ils permettent de mieux discerner et définir les intérêts britanniques.

L'interface de recherche

La langue d'interrogation de la base est l'anglais. Les boutons « Help » et « Search tips » apportent une aide à la recherche mais la découverte de la base est plus agréable par la lecture des textes introductifs rédigés par des historiens et l'activation des liens hypertextes qui conduisent aux documents.

Les fonctionnalités « Basic search » et « Advanced search⁶ » de la barre de navigation permettent de poser une requête à la fois sur le texte intégral et sur l'ensemble des champs des notices descriptives. Des termes proches de la requête soit par l'orthographe soit par la phonétique peuvent s'ajouter à la liste des résultats par l'activation de la fonctionnalité « Fuzzy search⁷ » (recherche intuitive). La fonctionnalité « Browse indexes⁸ » permet des recherches par noms des partis politiques, syndicats, organes de presse, etc. (index « Organisations »), par noms des fonctionnaires du Foreign office⁹ (index « Senior officials »), par noms des acteurs de l'histoire (index « Persons »), par cotes (index « FO 371 File number »).

On notera enfin deux actions possibles lorsqu'un document est affiché : la possibilité d'y retrouver une occurrence par l'activation du bouton « Search item » (cette action peut être particulièrement intéressante dans les dossiers de plusieurs centaines de pages¹⁰) et la possibilité d'afficher la chronologie des



Informations sur la situation en Belgique fournies par un officier belge de l'armée de terre, mai 1941.

événements qui se sont déroulés à la date de rédaction du document par l'activation du bouton « Contemporary events ».

Cette bibliothèque numérique contient des archives diplomatiques classées sous forme de recueils : on ne peut donc pas y retrouver l'information comme dans une base de références bibliographiques. L'interrogation efficace sera celle qui tiendra compte de la manière dont a été constitué le matériau et de l'esprit dans lequel les dossiers ont été classés. Passé ce cap, la fréquentation de ces documents apportera la joie de la découverte de la technique de rédaction d'un texte diplomatique à travers ses différentes moutures. La distance sera quelquefois frappante entre le point de vue britannique et celui des différents mouvements de résistance dans les pays occupés.

Camille Jove

Conditions & Politics in occupied Western Europe : 1940-1945 est consultable sur les postes informatiques du site de la BDIC à Nanterre.

¹ Édité par Thomson Gale. / ² Le ministère des Affaires étrangères britannique. / ³ Le SOE (19/07/1940-30/06/1946) est le résultat de la fusion du Département Electra House (Foreign Office), de la Section D (Intelligence Service) et du MIR, Military Intelligence Research (War Office). Il est placé sous la tutelle du Ministry of Economic War (le ministère de la Guerre économique). / ⁴ Mettre le feu à l'Europe. / ⁵ Leur liste est en annexe de *Introduction* / Michael Stenton. / ⁶ Recherche simple et recherche avancée. / ⁷ Très utile dans le cas de requêtes très précises, cette fonctionnalité peut cependant ramener beaucoup de « bruit » documentaire. / ⁸ Recherche dans des index. / ⁹ 38 noms de responsables cités dans l'annexe de *Introduction*. / ¹⁰ On déplorera cependant la lenteur du chargement de tels dossiers.

Le Moyen-Orient, une passion française ?

De la guerre des Six-Jours à Septembre noir

Colloque

organisé par la **Chaire d'histoire du monde arabe contemporain du Collège de France** (Henry Laurens)
et le **département Archives et Recherche de la BDIC** (Sonia Combe)

1^{er} et 2 octobre 2008

Collège de France

11, place Marcelin Berthelot,

75005 Paris

Amphithéâtre **Maurice Halbwachs**



Manifestation devant l'ambassade

d'Israël à Paris, 5 juin 1967.

Photo Élie Kagan (Collection BDIC).

Ce colloque a pour objectif de comprendre la manière dont le conflit israélo-arabe, au cours d'une de ses phases les plus vives, a pu influencer sur le débat public français et contribuer à faire émerger de nouvelles questions, voire de nouvelles réalités. Entre juin 1967 et septembre 1970, l'opinion publique française a changé. La politique du général de Gaulle, l'émergence d'une résistance palestinienne et celle d'une communauté juive française ont contribué à transformer la perception du conflit et de ses enjeux. C'est à ce moment-là que naît un clivage qui traverse toutes les formations politiques, intellectuelles et culturelles. Dès lors, la question du Moyen-Orient devient incontournable dans le jeu politique intérieur.

Le colloque réunira pendant deux jours diplomates et hommes politiques, journalistes, militants et historiens, tous acteurs à leur niveau de cette « passion française ».

Mercredi 1^{er} octobre 2008

► 10 h - 12 h 30

La diplomatie française dans le conflit israélo-arabe de juin 1967

Modérateur : **Yves Guéna** (ancien ministre)

Intervenant : **Henry Laurens**

Discutants : **Robert Frank** (Université Paris-I Sorbonne) et **Patrick Seale** (journaliste)

► 14 h 30 - 16 h 30

L'émergence d'une « communauté juive » française ?

Modératrice : **Anne Grynberg** (INALCO)

Intervenants : **Dominique Vidal** (journaliste) et **Samuel Ghiles-Meilhac** (doctorant)

Discutant : **Théo Klein** (ancien président du CRIF)

► 17 h - 18 h 30

Les associations de résistants et la question palestinienne

Intervenante : **Alya Aglan** (Université Paris-X Nanterre)

Discutant : **Gérard Khoury** (écrivain/historien)

Jeudi 2 octobre 2008

► 10 h - 12 h 30

La contribution au débat de figures majeures d'intellectuels français

Modératrice : **Leyla Dakhli** (historienne)

Intervenants : **Henry Laurens** sur

Raymond Aron,

Gérard Khoury sur Maxime Rodinson,

Farouk Mardam-Bey (éditeur) sur Sartre,

Chiheb Nasser (journaliste, politologue)

sur l'équipe d'*Esprit*,

Magali Gustave (doctorante)

sur Pierre Vidal-Naquet

Discutant : **G. M. Tamas** (Académie des sciences de Hongrie)

► 14 h 30 - 18 h

Les militantismes et la cause palestinienne

Modératrice : **Sonia Combe**

Intervenants : **Robi Morder** (président du GERME, Groupe d'étude et de recherche sur les mouvements étudiants) sur le cas de l'UNEF,

Philippe de Saint Robert (président de l'Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française, écrivain) sur les gaullistes,

Denis Siefert (journaliste) sur la figure du Palestinien dans l'extrême gauche française,

Daniel Bensaïd (Université Paris-VIII) sur le mouvement trotskiste (sous réserve)

Discutant : **Alexandre Mamarbachi**

(doctorant)

► **Synthèse de clôture**

Henry Laurens

Israël - Palestine

Des femmes contre le pouvoir militaire

Dans le cadre de ses *Lundis*, la BDIC a poursuivi le débat engagé l'année dernière sur les femmes et le pouvoir militaire¹, en réunissant cette année, le 17 mars 2008, une Palestinienne, Samia Bamieh, et une Israélienne, Gilberte Finkel. Nous reproduisons ici de larges extraits de leurs interventions².



Samia Bamieh

Samia Bamieh vit en Palestine. Elle est engagée depuis trente ans dans la lutte contre l'occupation et pour l'instauration d'un état démocratique indépendant, en même temps que dans la défense des droits des femmes palestiniennes. Elle est l'une des fondatrices de la Commission internationale des femmes pour une paix israélo-palestinienne juste et durable (IWC)³.

Dans les conflits les femmes sont souvent présentées comme victimes et rarement comme acteurs positifs. Il est donc important de mettre en lumière leur rôle actif. Les femmes palestiniennes se sont organisées dans le cadre d'une lutte nationale. Avec la *Nakba* et l'explosion de la société palestinienne, sa dispersion, beaucoup d'hommes ont dû partir pour la Libye ou le Golfe à la recherche d'un travail, les femmes ont alors pris en charge toute la famille, assumant à la fois le rôle du père et de la mère. Et elles se sont efforcées de conserver la mémoire de ce pays perdu, de transmettre son identité. C'est ainsi qu'un petit Palestinien né dans un camp de réfugiés vous dira tout de suite de quel village il est originaire.

Lorsque le mouvement de libération moderne a commencé à s'organiser, dans les années 1960, s'efforçant de réunifier la population palestinienne, les femmes se sont activées dans tous les domaines, elles ont créé l'Union générale des femmes palestiniennes et réclamé en même temps leur place dans les partis politiques ; elles n'ont pas atteint les hautes instances de décision mais elles étaient là en grand nombre. C'est ainsi que, dans la Déclaration d'indépendance de la Palestine proclamée le 15 novembre 1988 par le Conseil national palestinien, il a été clairement inscrit l'objectif d'un état démocratique et sans discriminations, ni entre religions ni entre sexes. Déclaration que les femmes savent rappeler aux instances palestiniennes : « Vous devez respecter cet engagement, pas de discriminations ! »

Avec la signature des accords d'Oslo, en 1993, il y a eu pour la première fois la possibilité d'établir une Autorité palestinienne, avec un Conseil législatif. Nous étions alors tous euphoriques : on pensait qu'on allait vers la fin de l'occupation et l'établissement d'un état... La priorité était donc, pour toute la société civile, de préparer le changement des lois. Pour les femmes c'était le moment ou jamais : nous nous sommes toutes mobilisées, il n'était pas question de connaître le sort des Algériennes, renvoyées à la maison par les hommes à la fin de la guerre de libération ! Nous avons alors élaboré un projet basé sur la Convention de l'ONU pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'encontre des femmes : c'est la Déclaration de Jérusalem des principes concernant les droits

des femmes, qui reste une référence pour nos combats ultérieurs. Nous avons demandé des lois qui garantissent ce principe d'égalité entre tous les citoyens – hommes, femmes, de différentes religions, etc. – mais aussi des mécanismes qui assurent leur application, en matière de droits politiques (droit de vote et d'éligibilité, représentation des femmes dans les partis et dans les instances de l'Autorité, etc.) comme de droits civiques, par exemple le droit pour les femmes de transmettre leur nationalité à leurs enfants, ce qui était jusque là réservé aux hommes. Dans le contexte palestinien ce droit est particulièrement important car il y a souvent des mariages mixtes. Nous avons insisté également sur l'importance

de l'éducation et de la formation professionnelle, demandé qu'en matière de salaire l'égalité soit inscrite dans la loi et que les femmes aient le droit d'ouvrir un compte en banque à leur nom. Nous avons obtenu, non de grandes victoires, mais tout au moins certains acquis : il est désormais inscrit dans la loi que la nationalité est transmise par le père « ou » par la mère, et dans tous les textes est réaffirmée l'égalité entre hommes et femmes. Pour le statut personnel il a été plus difficile de faire changer les choses : nous avons réclamé que le mariage ne soit pas autorisé avant 18 ans, nous n'avons pas gagné mais nous avons quand même obtenu qu'il y ait des procédures permettant de vérifier l'âge de la mariée.

Puis on s'est tous « réveillés » en 2000, avec l'échec du sommet de Camp David pour parvenir à un accord de paix définitif. Et

« Un état palestinien démocratique et sans discriminations, ni entre religions ni entre sexes »

¹ « Des mères contre le pouvoir militaire » : table ronde avec Laura Conte, de l'association des Mères de la place de mai en Argentine, et Valentina Melnikova, du Comité des mères de soldats en Russie (voir *Journal de la BDIC* n° 18, septembre 2007).

² Cette conférence du 17 mars 2008 a été entièrement filmée, le film est consultable au service audiovisuel de la BDIC. On y trouvera également l'intervention de Marguerite Rollinde, historienne spécialiste du Maghreb, qui a ouvert ce débat par une présentation de la problématique des femmes dans les guerres. Intervention que, faute de place, nous n'avons hélas pas pu reprendre.

³ International Women's Commission for a Just and Sustainable Palestinian-Israeli Peace (IWC), établie en 2005 sous les auspices de l'UNIFEM.

la seconde Intifada a commencé. Mais les moyens utilisés lors de la première Intifada ne pouvaient plus fonctionner. Par exemple, lorsqu'en 1988 les Palestiniens décidaient de ne plus payer les taxes, c'était le gouvernement israélien qui en subissait les conséquences ; mais maintenant cette action retombait sur l'Autorité palestinienne. Ce n'était plus une relation très claire occupant/occupé, il y avait au milieu un semblant d'autorité, je dis bien un « semblant », car une autorité sans souveraineté, qu'est-ce que cela veut dire ? L'Autorité palestinienne a pris les fonctions de l'administration israélienne pour l'éducation, la santé, les infrastructures, etc., mais elle n'a aucune souveraineté sur les citoyens, ni sur les frontières, ni sur la terre elle-même. Qui garantit notre sécurité ? Personne ne peut empêcher une patrouille israélienne de rentrer dans nos territoires et d'arrêter des Palestiniens ! Il y a une totale asymétrie des forces. Dans ces conditions la tendance était plutôt de répondre à la violence par la violence, et les femmes ont disparu de cette Intifada, la violence de part et d'autre était beaucoup plus forte que nos voix.

Le mur israélien
côté Cisjordanie
(photo Mission
CCIPPP).



Mais la violence n'a pas apporté de solution. Il faut donc trouver autre chose. Et, ce 8 mars, les femmes palestiniennes se sont à nouveau mobilisées : malgré tous les *checkpoints*, nous avons réussi à organiser plusieurs manifestations, dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés au Liban, toutes à la même heure et en appelant partout à l'unité nationale, à un mouvement populaire de résistance à l'occupation. Car sans une Autorité qui puisse réellement fonctionner, il n'y a pas de solution. Il ne suffit pas de parler d'un « état palestinien » : que peut faire cet état, avec ce mur qui serpente dans nos territoires, qui sépare les Palestiniens entre eux, et ces colonies qui prolifèrent ? Qu'est-ce qu'il reste à négocier ? D'où un très grand scepticisme chez les Palestiniens.

Checkpoint
(poste de contrôle
pour le passage
des Palestiniens)
(photo Mission
CCIPPP).



Pour que l'on puisse continuer à espérer, il faut que des voix se fassent entendre de part et d'autre. Mon angoisse, c'est que de l'autre côté le camp de la paix israélien n'a plus la même intensité. Or, pour parler, nous avons besoin d'interlocuteurs. Certes, il y a toujours des petites initiatives de solidarité avec les Palestiniens, dans les villages ou contre le mur. Mais ce que j'aimerais voir, ce sont de grandes manifestations devant la Knesset, comme celles d'autrefois, réclamant l'arrêt de l'occupation. Les organismes internationaux et européens nous apportent de l'aide humanitaire, mais il faut surtout un engagement positif de la communauté internationale dans les négociations : sinon il y aura toujours d'un côté des incursions israéliennes et des bouclages, et de l'autre des roquettes.

Nous n'avons cependant pas perdu complètement espoir. Nous avons réussi à mettre en place, en 2005, cette Commission internationale des femmes (IWC) qui regroupe

des Palestiniennes, des Israéliennes et des femmes de la communauté internationale, et nous disons : « Il est temps d'avoir un objectif politique commun, sur lequel on mobilise ensemble de part et d'autre. Il est temps également que nous, les femmes, participions directement à la table des négociations et que le point de vue des femmes soit réellement pris en compte : qu'on parle de l'eau ou des frontières, les femmes sont concernées ! » Le travail de cette commission se fait dans des conditions très difficiles (on se réunit le plus souvent à l'étranger car pouvoir se rencontrer à Jérusalem dépend des permis accordés aux Palestiniennes...). Mais nous continuerons, il n'y a pas d'autre solution, sinon ce serait continuer sans fin à s'entretenir. Et ce n'est pas l'espoir que nous avons pour la nouvelle génération : il est temps que nos enfants puissent avoir les mêmes préoccupations que tous les jeunes – étudier, trouver un emploi, voyager, aimer, se marier, avoir des enfants, avec simplement les petits soucis d'une vie quotidienne normale...

**« Il faut que des voix
se fassent entendre
de part et d'autre ! »**

Quelques titres

- Valérie Pouzol, *Clandestines de la paix : Israéliennes et Palestiniennes contre la guerre*, Paris, Éditions Complexe, 2008 (Collection Histoire du temps présent).
- *Israël/Palestine : des femmes contre la guerre*, textes rassemblés par Naama Farjoun, traduits de l'anglais par Marc Guichard, Paris, Dagorno, 2001.
- *Paix au Proche-Orient : et si les femmes avaient été plus nombreuses dans les négociations ?* Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2008 (Les notes de la Fondation Jean-Jaurès, Femmes entre elles, n° 11).
- *En Palestine. Juillet 2007*. Mission CCIPPP (Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien) organisée par le mouvement des Femmes en noir de Caen, 2007.

Tous ces ouvrages sont consultables à la BDIC.



Gilberte Finkel

Gilberte Finkel milite dans le mouvement féministe israélien et dans des groupes de femmes pour la paix et le retrait des territoires occupés. Elle a participé à la création, en 1990, de l'ADVA¹, ONG qui lutte pour l'égalité de tous les citoyens israéliens.

Les paroles de Samia trouvent en moi un écho très profond. Comme chaque fois que je me retrouve avec des Palestiniennes, je pense à cette phrase de Virginia Woolf : « *En tant que femme je n'ai pas de pays, en tant que femme le monde entier est mon pays* ».

Le fait qu'Israël soit le seul pays où le service militaire est obligatoire pour les filles a longtemps contribué à entretenir l'image d'une société égalitaire, où les femmes sont les égales des hommes. Les kibboutz ont également contribué à cette image, ainsi que la présence d'une femme, Golda Meir, comme Premier ministre, de 1969 à 1974. Mais cette image est très loin de la réalité. Si, pour les hommes, l'armée sert souvent de tremplin pour leur réussite professionnelle, les femmes, elles, en tirent nettement moins d'avantages. Aussi beaucoup, maintenant, préfèrent faire un service civil à la place du service militaire. En outre le gouvernement pratique une politique d'encouragement à la natalité qui va à l'encontre du service militaire puisque les femmes enceintes en sont exemptées (Israël a le budget le plus élevé au monde pour la fécondation in vitro et l'insémination artificielle y est totalement libre). Et dans la vie professionnelle l'écart des salaires entre hommes et femmes est toujours de 20 à 30 %. Autre exemple : en 2005 le parlement israélien a voté une loi calquée sur la résolution 1325², selon laquelle

il doit y avoir une participation accrue des femmes lors des négociations de paix. Mais, à part Tzipi Livni, ministre des affaires étrangères, il n'y a pas de femmes dans les équipes israéliennes qui négocient.



L'organisation dont je fais partie, l'ADVA, essaie d'intervenir contre les inégalités dans la société israélienne : les inégalités entre hommes et femmes, entre juifs et arabes, et entre juifs ashkénazes et mizrahim (juifs séfarades). Lors du vote du budget, par exemple, l'ADVA intervient auprès des députés de la Knesset pour protester contre la diminution des allocations accordées aux couches défavorisées (les familles monoparentales, les personnes âgées, les rescapés de la Shoah) et contre la priorité accordée au financement des opérations dans les territoires occupés. Évidemment on n'obtient pas facilement des résultats... Mais il faut le faire quand même !

Les premières manifestations de femmes contre la guerre et pour la paix ont eu lieu pendant la première guerre du Liban, à l'été 1982. Auparavant, lors de la guerre des Six-Jours et de celle du Kippour, il y avait eu consensus de toute la société israélienne, ces guerres étaient considérées comme des opérations « de défense ». Mais lorsque l'armée israélienne a envahi le sud du Liban, ce consensus a éclaté : des officiers se sont opposés à cette invasion, et des mères de soldats se sont regroupées, refusant que leurs fils soient envoyés se faire tuer au Liban. Le mouvement des Mères contre le silence s'est ainsi créé et a organisé des manifestations autour du slogan « Femmes contre l'invasion du Liban ». L'armée est partie en 1985, mais elle est restée dans le sud du pays jusqu'en 2000.

Fin 1987 a commencé la première Intifada. Dès le début des femmes se sont réunies en se demandant : « Que faire pour stopper cette violence ? » Les Femmes en noir sont nées à ce moment-là, elles ont commencé à manifester en février 1988. L'idée assez nouvelle était de se retrouver à un carrefour de circulation important, le vendredi de 13 h à 14 h (c'est le début du week-end, les gens rentrent chez eux, il y a donc

beaucoup de circulation), toutes habillées en noir, en tenant des fleurs en papier noir avec le slogan « Stop à l'occupation » écrit en hébreu, en arabe et en anglais. Les manifestations se faisaient en silence, sans répondre aux provocations (il y en a eu ! des lancements d'œufs et toutes sortes de choses...). Au début les Femmes en noir n'étaient que quelques-unes, mais très vite ce mouvement a fait boule de neige et il y a eu des rassemblements dans plusieurs villes d'Israël, le même jour à la même heure. Ces femmes venaient de différents bords et c'était souvent la première fois qu'elles manifestaient ensemble, il y avait des féministes et des juives pratiquantes, des femmes travaillistes sionistes et des militantes de la gauche radicale antisioniste. Elles se rassemblaient là dans un esprit de tolérance mutuelle, avec un objectif commun : le retrait des territoires occupés, et deux états pour deux peuples. Cette coalition était quelque chose de vraiment nouveau !

Mais ne croyez pas que beaucoup de gens applaudissaient, au début l'action des Femmes en noir a été pas mal occultée. En décembre 1988, lors d'une conférence féministe internationale organisée à Jérusalem sur le thème « Le renforcement du pouvoir des femmes juives », les responsables ont ainsi refusé la participation de représentantes du groupe des Femmes en noir. Celles-ci ont donc organisé une conférence parallèle, à Jérusalem également, sur le thème « La paix ou l'occupation, une perspective féministe », avec à la fin une très grande manifestation dans Jérusalem. Et puis, en 1989, il a commencé à y avoir des rencontres avec des Palestiniennes des territoires occupés, la première à Bruxelles.

Des Femmes en noir,
Jérusalem, juillet 2007
(photo Mission CCIPPP).



¹ « Information on equality and social justice in Israël ».

² Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, octobre 2000.



Vigie à Jérusalem lors du Congrès international des Femmes en noir, août 2005 (photo Mission CCIPPP).

C'est la même chose, à un autre niveau, lors des négociations ! Il faut donc qu'il y ait toujours des groupes de femmes, sinon nous n'existons plus. Et le fait d'avoir des rencontres avec des femmes palestiniennes, d'entendre l'autre côté, est à mon avis quelque chose de très important, cela ouvre des perspectives. Malgré une situation désespérante par moments, je pense qu'on finira par arriver à une paix avec les Palestiniens – on a bien fini par faire la paix avec l'Égypte, qui était alors le pays arabe le plus puissant ! Donc on y arrivera, même si c'est plus difficile...

Dossier établi par
Anne-Marie Pavillard

Merci au groupe Femmes en noir de Caen de nous avoir autorisés à reproduire des photos de sa mission.

Le mouvement des Femmes en noir a été très actif jusqu'à la première guerre du Golfe, en 1991. Son activité a alors diminué, puis a continué à diminuer lors des accords d'Oslo, quand on croyait que la paix était proche... Mais le mouvement a redémarré très vite lors de la seconde Intifada et il est devenu international, avec des groupes de soutien dans différents pays, des femmes qui manifestent toujours aujourd'hui, à San Francisco ou à Sydney, pour le retrait des territoires occupés. Il a également inspiré les femmes de Serbie, et l'une d'elles est venue plusieurs fois en Israël. Elle était là notamment en août 2005, lorsque des Femmes en noir, venues du monde entier, se sont réunies à Jérusalem, juste avant le retrait de Gaza.

D'autres groupes de femmes luttent également pour la paix : le mouvement *Machsom Watch*, par exemple, créé en janvier 2001 en réaction contre le traitement infligé par les forces de sécurité aux Palestiniens lors du passage aux postes de contrôle, ces *checkpoints* qui génèrent de longues heures d'attente (*machsom* signifie « barrage »). Les membres de ce groupe, uniquement des femmes, se tiennent en observatrices devant les barrages pour contrôler ce qui s'y passe et diffuser ensuite largement tout ce qu'elles notent. Leur simple présence, calme mais

« Les femmes en observatrices devant les checkpoints »

ferme, pèse sur le comportement des soldats israéliens, ce qui est un fait nouveau. D'autres femmes ont choisi d'aider les Palestiniennes emprisonnées « pour raisons politiques » en Israël en leur apportant une aide juridique et matérielle. Il y a également des groupes de protestation mixtes qui organisent souvent des manifestations, certains enfreignant la loi israélienne et rejoignant les Palestiniens dans les territoires. Mais dans les groupes mixtes les femmes deviennent souvent totalement invisibles.

Quelques dates

- 1948 14 mai : proclamation de l'indépendance d'Israël.
- 1964 Création de l'OLP.
- 1965 Fondation de l'Union générale des femmes palestiniennes.
- 1967 5-10 juin : guerre des Six-Jours.
- 1973 Octobre : guerre du Kippour.
- 1978 Fondation du mouvement La Paix maintenant en Israël.
Création de comités de femmes dans les organisations palestiniennes (Fatah, FDLP, FPLP, PC).
- 1982 Juin : l'armée israélienne envahit le Sud du Liban.
16-17 septembre : massacres de Sabra et Chatila.
Création du groupe Mères contre la guerre.
- 1987 9 décembre : début de la première Intifada.
- 1988 Israël : fondation du groupe Femmes en noir (janvier). Défilé de la Nappe pour la paix (juin). Création de *Shani* (Femmes contre l'occupation) et du groupe Femmes pour les prisonnières politiques (WOFPP).
- 1989 Première rencontre de Palestiniennes et d'Israéliennes à Bruxelles, déclaration commune (mai).
- 1990 Rencontre de Kfar Yassif entre Israéliennes et Palestiniennes d'Israël (juillet).
- 1992 Seconde rencontre internationale de Bruxelles (septembre). Création de *Jerusalem Link*, réseau de femmes israéliennes et palestiniennes pour la paix.
- 1993 13 septembre : accords d'Oslo I, reconnaissance mutuelle Israël-OLP.
- 1994 Inauguration de deux centres de femmes pour la paix, *Bat Shalom* en Israël et le *Jerusalem Center for Women* en Palestine.
- 1997 Fondation de groupes de Mères contre la guerre. Organisation par les deux centres du projet « Jérusalem : deux capitales pour deux états » (juin).
- 2000 29 septembre : début de la seconde Intifada.
Formation en Israël d'une Coalition des femmes pour une paix juste (octobre).
Manifestation à Jérusalem le 30 décembre.
- 2001 Création du groupe *Machsom Watch* (L'observatoire des checkpoints)
- 2002 16 juin : début de la construction du « mur de sécurité » israélien.
- 2003 Déclaration commune des deux centres de femmes pour la paix condamnant l'extension du mur, la colonisation, les confiscations de terre.
Marche des mères célibataires contre les restrictions budgétaires du gouvernement israélien.
- 2005 Congrès international des Femmes en noir à Jérusalem (août).
Création de l'IWC (réunion en Turquie) : 20 Israéliennes + 20 Palestiniennes + 20 femmes de la communauté internationale.
(Informations tirées de l'ouvrage de Valérie Pouzol, *op. cit.*)

Expositions hors les murs

Le Musée d'histoire contemporaine-BDIC possède des collections d'une valeur que l'on soupçonne rarement. Leur insertion progressive dans la base « Archives et images » suscite de plus en plus d'intérêt auprès des chercheurs, des éditeurs, des musées, ou autres institutions, aussi bien en France qu'à l'étranger. Le Musée est de plus en plus sollicité pour des prêts d'œuvres dans différents musées et salles d'expositions, ce qui constitue une formidable vitrine pour la BDIC et permet de faire connaître les collections à des publics de plus en plus variés.

Peintures, dessins, estampes



Charles Alexandre Picart Le Doux,
Un soldat de l'armée noire,
1916 (Collection MHC-BDIC).

La peinture du camouflage

Trois expositions sur le camouflage vont voir le jour. Dans la première, aux Archives départementales de la Marne, à Châlons-en-Champagne, *Artistes et camoufleurs dans la Marne*, une trentaine de nos œuvres vont être présentées. La deuxième exposition se tiendra à Épinal - *La Peinture du camouflage* - et la troisième enfin à Ottawa, au Musée canadien de la Guerre, qui sollicite le prêt d'une pièce importante, le portrait de Lucien-Victor Guirand de Scévola, grand initiateur de l'art du camouflage, réalisé par Jean-Louis Forain. Ce même tableau avait déjà été exposé l'année dernière à Londres à l'Imperial War Museum.

Cette année, en prévision de l'anniversaire de la fin de la Grande Guerre, les expositions se multiplient et les demandes de prêt dépassent largement nos prévisions. En 2008 et 2009, le Musée participera à une dizaine d'expositions sur le territoire français, mais aussi en Espagne, Belgique, Allemagne ou au Canada.

Ainsi, nous allons prêter prochainement 20 tableaux de grands artistes, essentiellement cubistes, au Musée Thyssen-Bornemisza à Madrid, pour une exposition d'envergure exceptionnelle, sur *L'avant-garde et la Grande Guerre*. Nous enverrons de nombreuses œuvres au musée Bellevue de Bruxelles pour une exposition sur la participation multiculturelle durant la Première Guerre mondiale. Une partie de ces œuvres est déjà à Ypres et va être transférée à Bruxelles en octobre pour une nouvelle exposition plus importante. 32 dessins, peintures et objets partiront bientôt à Vire, au Musée des Arts et Traditions populaires, pour une exposition sur l'artisanat des Poilus intitulée *Créations de la Grande Guerre*. Nous exposerons également à Cassel des aquarelles du général Réquin qui a dépeint d'une façon fort intéressante et souvent humoristique l'état-major du maréchal Foch.

5 octobre prochain. D'autres projets nous sont soumis, comme cette exposition qui aura lieu fin 2008 au Musée Galliera, sur les accessoires de mode sous l'Occupation, ou bien celle de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration sur *L'Étranger en France et en Allemagne* qui sera reprise plus tard par le Deutsches Historisches Museum à Berlin.

Enfin, la BDIC participe à une exposition itinérante Strasbourg/Stuttgart/Paris intitulée *Orages de papier 14-18*, portant sur les collections de guerre à la Bibliothèque nationale universitaire, la Bibliothek für Zeitgeschichte et la BDIC. La BNF est partenaire de l'opération.

Elisabeth Sabatié

Fernand Léger,
Verdun, Faubourg Pavé, déc. 1916
(Collection MHC-BDIC)



Le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris nous emprunte 7 tableaux et estampes de Raoul Dufy¹ pour une première grande rétrospective de ce peintre depuis l'année de sa disparition en 1953. Le Château des ducs de Bretagne à Nantes prépare une exposition sur le thème du pouvoir et va présenter 4 de nos marionnettes du *Bébête-Show* à partir du

¹ Raoul Dufy fut conservateur au Musée de la Guerre – dénomination initiale du MHC-BDIC – et y a laissé cinq dessins et vingt-six estampes.

Don de tableaux de Nicolas Rubió

Le peintre Nicolas Rubió, qui vit en Argentine, a fait don à la BDIC-MHC de 60 tableaux présentant un double intérêt artistique et historique. Dans *Auca de l'Homme qui éparpillait le brouillard*, l'artiste évoque en 48 tableaux la vie de son père, l'ingénieur Santiago Rubió, depuis son enfance en Catalogne jusqu'à son exil en France au terme de la Guerre civile espagnole, puis sa vieillesse, en passant par sa vie professionnelle. *L'Auca*, forme graphique propre à la tradition catalane, est accompagnée de 12 tableaux qui en déclinent certains motifs et font écho aux scènes de la première série. Le don est complété par la reproduction numérisée du cahier d'enfance de Nicolas Rubió, qui raconte le départ de Barcelone alors qu'il était enfant, le passage à Céret puis l'installation de la famille à Vielles (Cantal). Les pièces de ce don seront cataloguées dans la base « Archives et Images ». Les tableaux feront l'objet d'une présentation en 2009.

Cécile Tardy

La BDIC et la Bibliothèque nationale d'Algérie

Autour de l'exposition *Algérie 1963* (photographies d'Élie Kagan)

*Orphelinat des enfants
de Chouhadas
(martyrs de la guerre
d'indépendance)
à Cherchell, mars 1963.
Photo Élie Kagan
(Collection BDIC).*



Ces dernières années, plusieurs partenariats ont été établis avec diverses institutions au-delà des frontières de l'Hexagone, souvent grâce à l'initiative d'historiens qui deviennent des « passeurs » entre deux pays. Quand il s'agit d'une histoire partagée, l'intérêt est d'autant plus fort. C'est le cas de l'Algérie.

Au début de l'année 2008, en réponse à une invitation du Centre culturel français d'Alger, nous avons entamé une série d'activités scientifiques et culturelles grâce au solide appui de l'historien Daho Djerbal, directeur de la revue indépendante algérienne *Naqd*. La collecte et l'étude d'archives orales relatives à l'histoire de la guerre d'Algérie en étaient un axe central. Contactée, la Bibliothèque nationale d'Algérie a répondu immédiatement à cette initiative et M. Amin Zaoui, son directeur, a proposé d'organiser dans ses beaux espaces, à partir de la fin mai 2008, une exposition et une table ronde sur la première année de l'indépendance algérienne. Ainsi, est actuellement présentée à la BNA une exposition intitulée *Algérie 1963* constituée de trente photographies provenant du fonds Élie Kagan et portant sur divers aspects de la vie quotidienne au lendemain de l'indépendance. Cette exposition a été accueillie avec un grand intérêt par le public de la Bibliothèque nationale, les étudiants et chercheurs algériens ayant difficilement accès à ce type de documents.

Ayant comme cadre les images réalisées par le photographe Élie Kagan en 1963 pour la revue *Révolution africaine* – revue fondée par l'avocat Jacques Vergès et plus tard dirigée par l'historien Mohammed Harbi –, une table ronde fut organisée à la BNA pour donner la parole à des acteurs importants de cette période. Six intervenants ont répondu à l'invitation de la revue *Naqd* et ont témoigné sur la première année de l'Algérie indépendante¹: l'écrivaine Fadéla M'Rabet, Lemnouer Merouche ancien directeur d'*El Moudjahid*, Mohammed Harbi, le professeur Pierre Chaulet ainsi que Madjid Bennaceur et Hocine Zahouane acteurs de l'indépendance. À travers le récit d'une partie infime de leur vécu, ils nous incitaient à regarder en face la grande différence entre l'immense espoir de la jeunesse algérienne en 1963, moment où tout semblait possible pour leur pays, et la vision désenchantée d'aujourd'hui, que les jeunes expriment ouvertement quand la parole leur est accordée.

Le don fait par la BDIC à la Bibliothèque nationale d'Algérie des tirages correspondant à l'exposition *Algérie 1963* et la rencontre entre les directeurs des deux institutions, Geneviève Dreyfus-Armand et Amin Zaoui, sont le signe d'une volonté de collaboration entre les deux bibliothèques pour entreprendre des activités communes (numérisation partagée de documents, rencontres scientifiques, manifestations culturelles) et des échanges de fonds documentaires relatifs à l'histoire franco-algérienne.

Rosa Olmos

Des images de 1968 de la BDIC à Tulle

Cette année, l'association Autour du 1^{er}-Mai avait choisi pour son festival de cinéma à Tulle le thème des « années 68 » et, en collaboration avec Peuple et culture, organisé une décade *Cinéma et société*. La BNF a ensuite présenté au public parisien une sélection de documentaires projetés lors de cette manifestation corrézienne.

Répondant aux demandes conjointes de Peuple et Culture et de Autour du 1^{er}-Mai, la BDIC a mis à la disposition de la Décade de cinéma de Tulle une partie de ses collections sur Mai-68. C'est le sens du partenariat noué avec Autour du 1^{er}-Mai pour l'appui à la programmation cinéma et avec Peuple et Culture pour l'organisation d'une exposition d'affiches – provenant du MHC-BDIC – et de photographies de 1968, issues du fonds Élie Kagan, choisies en commun avec le photographe Marc Pataut.

La BDIC à Oradour-sur-Glane

Le Centre de la mémoire d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) présente de juin 2008 à mai 2009 une exposition temporaire sur *La guerre d'Espagne*. Le Centre a souhaité montrer une vue d'ensemble du conflit, du soulèvement militaire à la *Retirada*, de l'engagement des Brigades internationales aux camps d'internement pour les républicains espagnols réfugiés en France. Une mise en perspective du bombardement de Gernika, détruite en quelques heures, le 26 avril 1937, par l'aviation allemande est également présentée.

Sollicitée pour ses riches collections sur ce thème, la BDIC prête au Centre une version numérique de l'exposition d'affiches du Musée d'histoire contemporaine-BDIC sur la guerre d'Espagne – présentée à l'Hôtel de ville de Paris en novembre 2006 –, des films documentaires (*L'Album de Juliette* de Odette Martinez et Jean-Claude Mouton, *Camarades* d'Ismaël Cobo et *Le Temps des brigadistes* de Fernando Malverde), l'interview de Rémi Skoutelsky sur Gabriel Ersler et les brigades internationales réalisée par le service audiovisuel et les photographies en version numérique de Gabriel Ersler sur les services sanitaires des Brigades internationales.

Geneviève Dreyfus-Armand

¹ Table ronde *Algérie 1963, l'an 1 de l'Indépendance*, consultable au Service audiovisuel (DVD 1085).

Une traversée photographique du XX^e siècle



Affiche de l'exposition
©Graphir-D. Memet

Tous les jours sauf le lundi
de 12 heures 30 à 17 heures 30
► **Entrée libre**

Hôtel national des Invalides
129 rue de Grenelle 75007 Paris

Métro La Tour Maubourg, Varenne, Invalides
RER C Invalides

*Les photographes :

Vladimir ABLAMSKY
Olivier AUBERT
Laurence BAGOT
Jean-Christophe BALLOT
Emmanuelle BARBARAS
Patrick BARD
Jacques BARTHELEMY
Michelle BLAMBERT
Anatoly BOBROVITCH
Thérèse BONNEY
Frédéric BOUCHERY

Anne-Françoise BRILLOT
Laurence BRUN
Thierry CHANTEGRET
Anne DELASSUS
Catherine DEUDON
Jean-François FERNANDES
FLORISA
Lily FRANEY
Jean-Claude GAUTRAND
René GENDRE
Jean-Claude GISBERT

Jacques GRISON
Guy HERSANT
Elie KAGAN
Georgi LAZAREVSKI
Noël LE BOYER
Loïc LE LOET
Pedro LOMBARDI
MARCEL-ARTHAUD
Yan MORVAN
Marie-Paule NEGRE
Janine NIEPCE

France PARISY-VINCHON
Olivier PASQUIERS
PICTO ANGELICO (Paul
Dubois)
Julia PIROTTE
Bernard PLOSSU
Jean POTTIER
Daniel REAL
Leni RIEFENSTAHL
Isabelle ROZENBAUM
Jacqueline SALMON

Marian SCHMIDT
Marie-Françoise SENS
Jean-Gabriel SERUZIER
Tofik SHAKHVERDIEV
Christophe SMETS
Dragan TOMITCH
François TUEFFERD
Tony VACCARO
Jean VILLIERS
Cuchi WHITE

Exposition
Musée d'histoire contemporaine - BDIC
21 octobre - 20 décembre 2008

Quelle est la valeur documentaire d'une image photographique ? Quel rapport entretient-elle avec la réalité ? Est-elle objective ? Peut-elle servir à écrire l'histoire ? En quoi constitue-t-elle un outil indispensable pour le chercheur ?

Pour ébaucher une réponse à ces questions, les commissaires de cette exposition ont dressé un panorama de la photographie au XX^e siècle à partir des collections du Musée d'histoire contemporaine-BDIC. L'exposition débute avec des images en noir et blanc lors de la visite de Guillaume II, empereur d'Allemagne, en 1899 au Mont Sainte Odile, ainsi que des photographies de l'Exposition universelle de Paris en 1900, pour se clore avec le regard de Yan Morvan sur le conflit kosovar en 1999, et un reportage en couleurs de Jacqueline Salmon sur les hangars de Sangatte en 2001.

La manifestation s'articule autour des grands conflits du siècle, de la guerre des Boers à la chute du mur de Berlin, avec des arrêts sur images sur les deux guerres mondiales. Elle incarne la dynamique entre tradition et mutation, à travers une présentation des développements techniques et des applications de la photographie : reportage, portrait, photographie d'amateur, propagande, etc.

Aux images, pour la plupart anonymes, qui constituent les fonds historiques, se greffe un corpus de photographies d'auteurs* qui portent un autre regard sur l'actualité, interrogeant les concepts de réalité et d'objectivité. Ces photographies retracent quatre grandes thématiques qui permettent une lecture pertinente de la fin du siècle : la mutation de la ville, la condition humaine, la confrontation et la mémoire.

Environ cent cinquante photographies originales et souvent inédites sont présentées dans l'exposition. À cette occasion, les éditions Créaphis publient un ouvrage de référence sur les collections photographiques du Musée d'histoire contemporaine-BDIC, abondamment illustré (à paraître).

Thérèse Blondet-Bisch et Thomas Michael Gunther,
commissaires de l'exposition